



Questions et réponses

Vous trouverez ici des réponses aux questions les plus diverses sur l'initiative sur l'eau, la qualité de l'eau potable en Suisse, l'exemple du chlorothalonil, la biodiversité, les objectifs environnementaux pour l'agriculture et bien plus encore. Quel est le sujet qui vous intéresse ?

Questions générales



Protection des végétaux



Eau potable



Fourrages



Nutriments



Biodiversité



Antibiotiques



Gaspillage alimentaire



Questions générales



Pourquoi l'agriculture se bat-elle contre cette initiative?

Le secteur agricole prend très au sérieux les thèmes soulevés par l'initiative et reconnaît la nécessité de prendre des mesures. Les réponses aux défis sont déjà mises en œuvre: le [Plan d'action Produits phytosanitaires](#), l'[initiative parlementaire](#) «Réduire le risque d'utilisation de pesticides», la [Stratégie Antibiorésistance](#), la [Stratégie Biodiversité Suisse et plan d'action](#), ainsi que la stratégie sectorielle pour un approvisionnement durable en fourrages suisses. Une mise en œuvre et une application rigoureuses de tous les instruments offrent assez de leviers pour atteindre les objectifs d'une agriculture durable et relever les défis actuels. Si l'initiative était acceptée, les agriculteurs ne seraient plus en mesure de remplir leur mission de base et l'approvisionnement de la Suisse en denrées alimentaires saines, sûres, de qualité et produites de manière durable serait remis en question. L'initiative va beaucoup trop loin et n'atteint même pas son objectif principal: il n'y a pas d'amélioration globale pour l'environnement.

Que sont les pesticides et lesquels seraient concernés par l'initiative?

Le texte de l'initiative veut restreindre l'octroi des paiements directs uniquement à la « production sans pesticides ». Pesticide est un terme générique englobant différentes catégories de produits. Les produits phytosanitaires en sont l'un d'entre eux. Selon la



Soutien

2x NON aux initiatives phytos extrêmes

s. En outre, un nombre croissant d'agriculteurs pratiquant l'agriculture raisonnée traditionnelle utilisent aussi de plus en plus des substances d'origine naturelle. La part des produits phytosanitaires de cette catégorie s'élève déjà à 42%.

Initiative sur l'eau potable

Initiative sur les pesticides

Soutien

Que se passerait-il si les familles paysannes ne pouvaient plus utiliser de produits phytosanitaires?

Le recul de la production suisse atteindrait jusqu'à 30 % en moyenne si les familles paysannes renonçaient en totalité aux produits phytosanitaires. Lors d'années pluvieuses, les pertes de récolte pourraient s'avérer encore beaucoup plus importantes. Des pertes totales seraient même à prévoir dans des cultures spécifiques telles que la vigne, les légumes, les fruits, les pommes de terre, la betterave sucrière ou le colza. Sans produits phytosanitaires, la durée de conservation des aliments diminuerait, et les pertes durant le stockage augmenteraient. En outre, il ne serait souvent plus possible de répondre aux exigences des consommateurs en matière de qualité.

Source : [Agroscope. Conséquences de l'initiative pour une eau potable propre](#)

Où se situe l'agriculture suisse en comparaison internationale s'agissant de l'utilisation de produits phytosanitaires?

L'utilisation de pesticides en Suisse est nettement inférieure à celle à l'étranger. C'est ce que montrent les statistiques des ventes de l'Office fédéral de l'agriculture, les chiffres d'Agroscope et les données de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). Nous utilisons ainsi 42% de produits phytosanitaires de moins que nos voisins allemands. En outre, nos statistiques comprennent toutes les substances actives naturelles et tous les moyens de lutte biologique. Ce n'est pas le cas à l'étranger.

Source : [Agroscope. Argarumweltindikatoren Einsatz von Pflanzenschutzmitteln](#)

En quoi les denrées alimentaires importées diffèrent-elles des produits suisses?

Les produits alimentaires importés proviennent de pays où les conditions de production ne supportent pas la comparaison avec les normes suisses en matière d'écologie et d'élevage. Concernant la présence de résidus, les produits importés donnent lieu jusqu'à cinq fois plus de réclamations que les produits suisses lors des contrôles officiels et, dans le cas des produits en provenance d'Asie, ce sont même 22% des échantillons qui sont incriminés. En outre, une surveillance de la Confédération montre que les aliments suisses sont exempts de résidus de glyphosate. Par contre, il arrive d'en retrouver en quantités considérables dans des céréales, des légumineuses ou des pâtes alimentaires importées.

Source: [OSAV/OFAG. Rapport PCNP 2019](#)

2x NON aux initiatives phytos extrêmes

Des produits phytosanitaires sont autorisés, puis à nouveau interdits. Pourquoi?

Il est normal que de nouvelles connaissances soient acquises au fil du temps et que les conditions d'utilisations soient adaptées à la nouvelle donne ou qu'il soit nécessaire de retirer des produits du marché. Le retrait de produits autorisés par le passé prouve que notre système fonctionne et que des mesures sont prises si nécessaires. Le même processus s'applique aussi à d'autres domaines, par exemple aux médicaments.

Initiative sur l'eau potable

Initiative sur les pesticides

Seules

Eau potable



Qu'en est-il de l'eau potable en Suisse?

La qualité de l'eau potable est excellente en Suisse en comparaison mondiale. La population peut la consommer sans crainte. Il faut que cela reste ainsi ! La propreté de l'eau figure aussi parmi les préoccupations de l'agriculture. Les lois et les ordonnances existantes préviennent d'une pollution supplémentaire des eaux.

La qualité de notre eau potable se détériore-t-elle?

Non, la qualité de notre eau potable ne s'est pas détériorée. Il s'agit toujours de la même eau que celle que nous buvions il y a plus de 30 ans. Les méthodes d'analyse, en revanche, se sont considérablement affinées. Il est aujourd'hui possible de détecter des traces infimes de résidus. Par ailleurs, les connaissances et les évaluations sur les substances évoluent en permanence. Par exemple, le chlorothalonil (un fongicide) était jusqu'à il y a peu considéré comme sûr. Or, les autorités européennes de la santé ne peuvent désormais plus exclure des effets dangereux. À son tour, la Confédération a réagi et interdit cette substance à la fin 2019.

Qu'est-ce le chlorothalonil et est-il encore utilisé?

Le chlorothalonil est un produit phytosanitaire qui était utilisé pour lutter contre diverses maladies fongiques. Son utilisation est interdite depuis fin 2019, car les autorités européennes de la santé ne pouvaient plus exclure des effets dangereux. Auparavant, cette substance a été considérée comme inoffensive pendant des décennies. Le Centre international de recherche sur le cancer classe le chlorothalonil dans sa catégorie 2. La viande rouge les boissons dont la température excède 65 °C ou le travail en alternance figurent aussi dans cette catégorie. Selon le chimiste cantonal bernois, une personne de 70 kg devrait boire chaque jour 10 500 litres d'eau pendant toute sa vie pour atteindre une dose préjudiciable.

Source : [IARC. List of classifications by cancer sites with sufficient or limited evidence for Humans](#)

Est-il vrai que les agriculteurs ne sont pas tenus pour responsables de la pollution de l'eau?

Non. Si une exploitation viole les dispositions relatives à la protection des eaux, elle s'expose à des poursuites pénales, des amendes et des réductions des paiements directs. La contamination de l'eau n'est pas subventionnée, elle est sanctionnée.

Source: [OSAV/OFAG. Rapport PCNP 2019](#)



2x NON aux initiatives phytos extrêmes

en est-il de la pollution de l'eau causée par l'agriculture par
port à d'autres secteurs? Initiative sur l'eau potable Initiative sur les pesticides Soutien

Produits phytosanitaires font partie des rares substances ciblées lors d'analyses de l'eau potable. Il n'existe pas d'exigence quantitative pour les résidus de produits chimiques industriels et domestiques, les édulcorants, les produits de contraste radiologique ou les médicaments. L'agriculture assume ses responsabilités en mettant en œuvre le Plan d'action Produits phytosanitaires, qui comprend 51 mesures différentes. Les chiffres en témoignent avec éloquence : si pas moins de 64,8 t de produits chimiques industriels et ménagers, 19,8 t d'édulcorants artificiels ou 16,9 t de médicaments sont déversés chaque année dans le Rhin, il n'y a plus que 0,9 t de produits phytosanitaires finissant dans les eaux du fleuve.

Source : [DETEC, Mesures à la source visant à réduire la charge de micropolluants dans les eaux](#)

Fourrages



D'où provient la nourriture donnée aux animaux?

86 % des fourrages distribués à nos animaux de rente sont d'origine suisse. Grâce au pays d'herbages qu'est la Suisse, cette part atteint même 90% dans le cas des animaux consommant du fourrage grossier, c'est-à-dire les vaches, les veaux, les génisses, les moutons, les chèvres ou les chevaux. C'est en particulier pour nourrir les porcs et les poulets que nous avons besoin d'importations. Nous n'importons cependant que des fourrages sans OGM. Le soja doit être issu d'une production durable certifiée. Aujourd'hui, 50% du soja donné aux animaux provient d'Europe.

Source : [Agristat, Bilan des fourrages](#)

Pourquoi n'est-il pas possible de nourrir les volailles et les porcs exclusivement avec des aliments produits sur l'exploitation même?

Les exploitations, et en particulier celles situées dans les régions de collines et en montagne, ne peuvent pas toutes exploiter leurs parcelles en grandes cultures. Or, cela serait nécessaire pour qu'elles puissent produire elles-mêmes les fourrages destinés aux porcs et aux volailles. En effet, les porcs et les volailles ne sont pas des herbivores. Il ne serait en outre plus possible de nourrir les animaux avec des sous-produits de l'industrie alimentaire, comme le son de céréales des minoteries ou le petit-lait de la production fromagère. De précieux aliments pour animaux finiraient dans des installations de biogaz ou dans l'incinération des déchets, une véritable absurdité écologique.

Nutriments



Y a-t-il trop de fumier et de lisier en Suisse?

Non. En plus des éléments nutritifs contenus dans le fumier et le lisier des animaux, la Suisse a besoin d'importer des engrais chimiques. Les exploitations agricoles ne peuvent pas épandre plus d'éléments nutritifs que les plantes n'en ont besoin pour leur croissance. Chaque ferme doit prouver que son bilan de fumure est équilibré. Les engrais de ferme se révèlent particulièrement précieux, parce qu'ils favorisent la formation d'humus et la santé des sols, et qu'ils ferment le cycle des éléments nutritifs sur l'exploitation.

2x NON aux initiatives phytos extrêmes

Qu'en vient le phosphore présent dans certains lacs?

Initiative sur l'eau potable

Initiative sur les pesticides

Soutien

Les causes de ce problème du présent se trouvent dans le passé. Dans les lacs où le courant de circulation de l'eau sont faibles, comme dans les lacs de Sempach, de Hallwil, de

Baldegg ou de Zoug, la charge problématique en phosphore ne diminue que très lentement. La pollution, qui remonte aux années 1980, avait été générée par l'agriculture, l'industrie et les eaux usées domestiques. Les règles actuelles préviennent une nouvelle pollution des lacs. Les premières étapes des projets régionaux portant sur la pollution au phosphore sont conclues.

Source : [OFAG, Rapport agricole 2016](#)

Une agriculture sans émissions d'ammoniac est-elle concevable?

Les processus naturels inhérents à l'élevage ainsi que les systèmes de stabulation suisses respectueux des animaux, avec beaucoup de sorties en plein air, s'accompagnent inévitablement de certaines émissions d'ammoniac. L'agriculture suisse fait ce qu'elle doit faire et respecte l'accord international relatif aux émissions d'ammoniac. À consommation égale, une diminution de l'élevage en Suisse se traduira inévitablement par une hausse des importations, avec un impact global plus important sur l'environnement.

Source : [OFEV, Protection de l'air : la Suisse a rempli ses engagements internationaux](#)

Biodiversité et les objectifs environnementaux



L'agriculture suisse en fait-elle assez pour les abeilles, les insectes et les oiseaux?

L'agriculture fournit 190'000 hectares de surfaces de promotion de la biodiversité. Elle a atteint ou dépassé tous les objectifs environnementaux en matière de biodiversité. Au moyen de la pétition «Élucider la disparition des insectes», l'agriculture suisse s'engage en faveur de mesures efficaces pour arrêter la disparition des insectes. L'utilisation de produits phytosanitaires, p. ex. pour lutter contre des insectes ravageurs, s'effectue en protégeant autant que possible les auxiliaires. L'autorisation de produits nécessite une preuve d'innocuité pour les abeilles et d'autres insectes. L'usage d'une foule de produits critiques est interdit aujourd'hui. Il est de plus en plus fréquent de recourir à des méthodes alternatives ou des substances naturelles.

Source : [OFAG, Rapport agricole 2019, Indicateurs agro-environnementaux clés au niveau national](#)

L'agriculture suisse respecte-t-elle ses objectifs environnementaux?

Les quatre objectifs environnementaux pour l'agriculture dans les domaines «Biodiversité et paysage», «Climat et air», «Eaux et sol» sont subdivisés en 39 objectifs partiels. Selon le Conseil fédéral, sept objectifs sont atteints, aucune évaluation n'est possible pour neuf d'entre eux, alors que les 23 objectifs restants ont le statut d'«objectif non atteint». Dans la dernière catégorie mentionnée, le degré de réalisation des objectifs intermédiaires se situe toutefois souvent entre 80 et 93%: augmentation de l'efficacité de l'azote (91%), augmentation de l'efficacité du phosphore (84%), réduction des émissions d'ammoniac (85%) ou teneur en phosphore des lacs (80%). Pour neuf autres objectifs partiels relatifs à

2x NON aux initiatives phytos extrêmes

age, à l'eau et au sol, il n'existe pas de vue d'ensemble au niveau national ou alors des
ateurs font défaut. Jusqu'à ce jour, aucun autre secteur de l'économie ne doit atteindre
bjectifs environnementaux.

Initiative sur l'eau potable

Initiative sur les pesticides

Soutien

ce : [OFAG, Consultation relative à la Politique agricole à partir de 2022 – rapport](#)

[explicatif](#)

Quelles sont les conséquences d'une sortie de la production selon le cahier des charges des prestations écologiques requises?

Les prestations écologiques requises constituent la base pour obtenir des paiements directs. Elles comprennent, par exemple, les surfaces minimales définies pour la promotion de la biodiversité, telles que les prairies extensives, les haies ou les arbres à haute tige. Si une exploitation renonce aux paiements directs, elle n'est plus tenue de respecter les exigences correspondantes. Le risque est grand qu'elle compense les pertes subies par une intensification de la production.

L'initiative sur l'eau potable menace la biodiversité



Ansehen auf YouTube

L'initiative sur l'eau potable mena...



2x NON aux initiatives phytos extrêmes



Quand les détenteurs d'animaux de rente utilisent-ils des antibiotiques?

Le traitement aux antibiotiques d'un animal de rente nécessite une justification d'ordre vétérinaire, et chaque utilisation est enregistrée dans une base de données. C'est le principe «Oui aux antibiotiques pour guérir. Non aux antibiotiques pour prévenir.» qui prévaut dans l'agriculture suisse. Leur utilisation pour soigner des animaux de rente a diminué de plus de moitié au cours des dix dernières années.

Source : [OSAV, ARCH-Vet Rapport sur les ventes d'antibiotiques and l'antibiorésistance en médecine vétérinaire en Suisse 2019](#)

Gaspillage alimentaire



Le gaspillage alimentaire diminuera-t-il grâce à l'initiative?

Non. Ce sont 40% de la nourriture qui sont perdus tout au long de la chaîne du champ à la bouche. Quelque 9% des pertes ont lieu dans l'agriculture. Les raisons en sont multiples: exigences strictes du commerce intermédiaire et de détail quant à l'aspect, à la forme ou à la qualité et attentes élevées des consommateurs en matière de qualité. La quête de la perfection pour des produits naturels est complétée par de nombreux autres facteurs tout au long de la chaîne de valeur ajoutée. En particulier les dates de péremption très courtes, les achats mal orientés ont la mauvaise gestion des «restes» ont un impact considérable. L'initiative n'influence aucun de ces points.

Source : [OFEV, Déchets alimentaires](#)

ENGAGEZ-VOUS
DÈS
MAINTENANT
!

Ce que vous devez
savoir

[Conséquences Initiative sur
l'eau potable](#)

[Questions et réponses sur
l'Initiative pour l'eau potable](#)

[Conséquences Initiative sur
les pesticides](#)

[Questions et réponses sur
l'initiative sur les pesticides](#)

[Notre vision](#)

[Soutien](#)

[Contact](#)



Nous soutenir

Vous ne voulez pas que la production alimentaire indigène soit affaiblie? Ou que seuls des produits biologiques chers soient disponibles chez nous? Alors nous serions heureux de pouvoir compter sur votre soutien!

